

**IZEURE**

# Parents et élus unis contre une fermeture de classe



Soutenus par le maire d'Izeure Martial Parizot, les parents d'élèves sont venus, mardi matin, dans l'école de leur village manifester contre la fermeture possible d'une classe à la rentrée 2022. Photo LBP/Ch. M.

Alors qu'une réunion concernant la carte scolaire en Côte-d'Or a eu lieu mardi 8 février, des parents d'élèves et élus se sont mobilisés à Izeure ce même jour devant l'école maternelle, afin de protester face à la menace de fermeture d'une classe en septembre 2022.

Comme annoncé dès lundi soir sur notre site internet, une mobilisation d'une trentaine de parents d'élèves a eu lieu mardi 8 février au matin, devant l'école maternelle d'Izeure, menacée par une fermeture de classe en septembre 2022<sup>(\*)</sup>. Pour rappel, une pétition avait aussi été lancée, et a obtenu 229 signatures.

Plusieurs élus, dont le maire Martial Parizot, étaient présents pour soutenir les parents d'élèves, alors que la carte scolaire est actuellement sur la table des négociations au ni-

veau du Rectorat. « À Izeure, l'école est peut-être encore plus importante que dans d'autres communes. Il n'y a pas de commerces où d'autres points de rencontres des parents et nous tenons à la qualité de l'accueil apporté en y investissant beaucoup d'argent et de temps », indique le maire. « Nous ne concevons pas que des chiffres viennent entacher cette qualité de service proposée aux enfants. »

## « Les suppressions de postes génèrent de la désorganisation »

« On nous informe que les enfants auront le même accompagnement, dans la même classe, pour deux niveaux différents. Comment voulez-vous que les élèves aient une formation scolaire adaptée ? », s'interroge Soline Porcheron, mère de deux élèves de 5 et 10 ans.

Chantal Michaut, ancienne institutrice et grand-mère d'un élève en petite section, témoigne également. « Nous venons de découvrir les conséquences désastreuses de la baisse du taux d'encadrement dans les Ehpad, mais depuis des années, le taux d'encadrement baisse dans les écoles aussi... Les suppressions de postes génèrent de la désorganisation, de la souffrance à l'école. En parallèle, le gouvernement prône un accompagnement individualisé des élèves, un accueil des tout-petits : des valeurs balayées dès qu'il s'agit de faire des économies sur le dos des plus faibles. Quel gouvernement rendra enfin à l'école ses vraies valeurs ? »

Chantal MALATESTA (CLP)

\*Les effectifs annoncés pour la rentrée à Izeure sont de dix élèves en grande section, neuf en moyenne section et sept en petite section.

**AISEREY**

# L'agence postale communale succède à la Poste



Séverine Bonfils a pris ses fonctions à l'agence postale communale lundi 7 février. Photo LBP/B. S.

Le groupe La Poste ayant décidé de fermer son bureau d'Aiserey le 31 décembre, la mairie a pris la décision d'installer à sa place une agence postale communale. Après travaux financés par La Poste, l'agence a ouvert lundi 7 février à 15 heures.

L'agence est tenue par Sandrine Bonfils, originaire d'Izeure. « Je tiens à mon domicile un dépôt-vente pour enfants en click & collect et j'avais envie de revenir dans la vie active pour voir du monde », explique-t-elle. « J'ai donc postulé pour ce poste et j'ai été retenue. Avant de prendre mon travail, j'ai suivi une formation d'une semaine à l'agence postale de Longecourt-en-Plaine. Et, pendant quelques jours, je

suis assistée par une personne de La Poste », détaille la jeune femme.

Martine, l'une des premières clientes de l'agence postale communale, ne voit rien à redire à cette nouvelle organisation, d'autant plus que les heures d'ouvertures sont mieux réparties sur la semaine. Madeleine n'est, pour sa part, pas du tout satisfaite « Je n'accepte pas que le service public disparaisse. Dans un an, il faudra à nouveau investir et tout sera fermé », selon elle.

Bruno SYLVESTRE (CLP)

**PRATIQUE** Ouvert le lundi de 15 à 18 heures, et du mardi au vendredi de 9 heures à midi. Levée du courrier à 16 heures.

**BROGNON**

# L'Association des maires de France distribue 16 200 autotests aux intercommunalités

Vendredi 4 février, l'association des maires de France de Côte-d'Or (AMF 21) a distribué 16 200 autotests Covid-19 à destination des dix-neuf intercommunalités de Côte-d'Or. Cette opération a eu lieu au local technique de Brognon.

Ces autotests sont une dotation de l'État, lequel a demandé à l'AMF 21 de participer à ce don », explique Ludovic Rochette, président de l'Association des maires de France de Côte-d'Or (AMF 21) et maire de Brognon. « Notre système est très efficace : on livre à un endroit puis les communautés de communes récupèrent et travaillent ensuite avec leurs communes respectives. Nous, on se charge donc de la logistique. Par exemple la Norge et Tille (la communauté de communes dont fait partie Brognon, ndr) en recevra 20 boîtes de 25 pièces. Ce pourra être donné selon les besoins aux écoles, associations, personnels ou en cas de nécessité urgente. Nous avons procédé de la même



Ludovic Rochette, président de l'AMF 21, et le préfet Fabien Sudry chargent une palette d'autotests destinés à Dijon Métropole. Photo LBP/M. J.

manière et avec efficacité pour 100 000 masques en 2020. On a cette force de toucher très rapidement toutes les intercommunalités et, par conséquent, les 698 communes de Côte-d'Or. »

## Un tiers des tests destinés à Dijon Métropole

Lors de cette distribution, David Chiaoui, directeur de l'AMF 21, cochaït les délégations qui se présentaient, notamment pour Dijon

Métropole pour laquelle un tiers du stock était destiné.

Le préfet de Côte-d'Or, Fabien Sudry, représentant l'État, est venu personnellement assister à cette grande distribution. « Je suis très heureux d'être présent ici à Brognon, village du président des maires de Côte-d'Or, pour la remise d'autotests sur la base d'une livraison des services de l'État au réseau communal du Département de la Côte-d'Or », expliquait le représentant de l'État. « À charge pour les maires de les remettre à leurs collaborateurs et collègues, de les donner à leurs concitoyens qui sont dans le besoin et aussi au personnel municipal pour continuer à combattre l'épidémie. »

Ces tests ont été achetés par l'État pour les remettre aux collectivités pour permettre de se tester plus facilement et ainsi de mesurer l'évolution de l'épidémie et de se soigner si nécessaire le plus vite possible.

Martine JEANNINGROS (CLP)